

En fin de semaine dernière, la passation de pouvoir entre les Premiers ministres belge et hongrois a eu lieu au parlement, à Budapest. Tous ont été unanimes pour confirmer que la cérémonie avait été grandiose et que de petits couacs anodins tels que l'oubli de faire jouer l'hymne européen après ou avant - c'est selon - les hymnes nationaux belge et hongrois ou encore d'avoir perdu le Premier ministre belge dans le labyrinthe du parlement n'avait rien enlevé à la solennité du moment.

En effet, Yves Leterme aurait été abandonné après la cérémonie et n'aurait retrouvé son chemin que grâce à la sollicitude d'un député socialiste - évidemment - hongrois qui l'aurait guidé jusqu'au lieu du dîner. Propagande malhonnête, c'est certain.



Quant à la loi sur les médias, elle a encore fait parler d'elle cette semaine. Pour la version officielle, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a confirmé qu'il avait *«reçu l'assurance du Premier ministre hongrois que le texte sur la loi des médias avait été élaboré, et mis en place, dans le respect total des valeurs de l'Union européenne sur la liberté de la presse et des législations européennes concernées»*. Nous voilà rassurés. Pourtant de son côté, la commissaire à l'agenda numérique Neelie Kroes a mercredi, lors d'une séance parlementaire, déclaré que *«la Commission européenne ne ferait aucun compromis et s'assurerait que la loi européenne soit pleinement mise en œuvre dans le cas de la très controversée loi hongroise sur les médias»*. L'intérêt pour le sujet n'aurait pas diminué et la commissaire a reconnu subir de nombreuses pressions de différents groupes. La semaine dernière déjà, nous vous informions sur des problèmes liés à la traduction de cette loi fournie par les autorités hongroises. Nous vous confirmons qu'une traduction sera bien effectuée par les services de la Commission, des doutes subsistant.

Le ministre hongrois des Affaires étrangères János Martonyi - dans le cadre de sa tournée des capitales européennes - a dû lui aussi justifier cette loi au lieu de parler de l'Union européenne. Décidément, plus d'un au gouvernement doit commencer sérieusement à regretter cette loi. Surtout qu'elle pourrait bien se retourner contre le Fidesz - le parti du Premier ministre Viktor Orbán - et ses sympathisants. Ceux qui connaissent un peu les médias hongrois n'ignorent pas le ton parfois employé dans certain programme. L'antisémitisme par exemple est récurrent dans des émissions connues et appréciées. De nombreux débats existent en Hongrie sur cette question et légiférer sur le sujet reste un point d'actualité. Il semble par conséquent évident qu'avec cette loi, l'on verra bientôt qui décide de ce qui est possible de dire ou d'écrire dans le pays. C'est à ce moment là seulement que l'on pourra juger ou non de la dangerosité de l'application de la loi, et si celle-ci ne va que dans un seul sens. Certains pourraient avoir des surprises. Tel est pris qui croyait prendre.

Chroniques précédentes :

- [Chronique du 6 janvier 2011 : Comedia dell'arte](#)
- [Chronique du 31 décembre 2010 : Le sacre de Viktor Orbán](#)